



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 62 /DDPP/2019
portant mise en demeure

Le Préfet de la Loire



VU le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 du titre VII du livre Ier ;

VU l'arrêté d'autorisation du 6 juillet 2004 modifié réglementant les activités exercées par la société **FEDERAL MOGUL IGNITION PRODUCTS** (ex société **BERU TDA**) sur le territoire de la commune de **CHAZELLES SUR LYON** – rue Joanny Desage ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 janvier 2019, établi à la suite d'une visite sur site du 26 juin 2018, constatant un dépassement systématique sur l'année 2017 du paramètre Phosphore à la valeur limite autorisée par l'arrêté préfectoral susvisé ;

CONSIDERANT que des dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2004 susvisé ne sont pas respectées ;

CONSIDERANT qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser cette situation et prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – La société **FEDERAL MOGUL IGNITION PRODUCTS**, pour son installation située sur le territoire de la commune de **CHAZELLES SUR LYON** – rue Joanny Desage, est mise en demeure de respecter, **sous un délai de 3 mois**, les dispositions prévues au point 4.5.2 de l'article 2 renvoyant à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juillet 2004 susvisé, concernant le paramètre Phosphore.

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux. Ce recours prolonge de 2 mois les délais mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 4 – Monsieur le sous-préfet de Montbrison, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, Monsieur le directeur départemental par intérim de la protection des populations et Monsieur le maire de Chazelles sur Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le - 5 FEV. 2019

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général


Gérard LACROIX

copie adressée à :

- Monsieur le directeur de la société FEDERAL MOGUL IGNITION PRODUCTS
Rue Joanny Desage
42140 CHAZELLES SUR LYON

- Mairie de Chazelles sur Lyon

- DREAL UID 42/43

- Archives

- Chrono

- Sous-Préfecture de Montbrison